

Le fait de méconnaître cette interdiction, directement ou par personne interposée, est puni d'un emprisonnement de douze mois et d'une amende de 12 000 euros.

Dans tous les cas, la juridiction peut ordonner l'affichage ou la diffusion de la décision prononcée, dans les conditions prévues à *l'article 131-35* du code pénal. Lorsqu'une amende est prononcée, la juridiction peut ordonner que cette diffusion soit opérée, pour une durée maximale de deux ans, par les services du ministre chargé du travail sur un site internet dédié, dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

service-public.fr

> Prêt de main-d'œuvre entre entreprises : Dispositions pénales du prêt illicite de main d'œuvre

Dictionnaire du Droit privé

> Amende civile

L. 8243-2

LOI n°2014-780 du 10 juillet 2014 - art. 12

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les personnes morales reconnues pénalement responsables, dans les conditions prévues par *l'article 121-2 du code pénal*, du délit de prêt illicite de main-d'œuvre prévu par *l'article L. 8241-1* encourent les peines suivantes :

1° L'amende dans les conditions prévues à *l'article 131-38 du code pénal* ;

2° Les peines mentionnées aux 1° à 5°, 8°, 9° et 12° de *l'article 131-39* du même code.

L'interdiction mentionnée au 2° de l'article 131-39 porte sur l'activité dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise.

Lorsqu'une amende est prononcée, la juridiction peut ordonner que la diffusion prévue au 9° du même article 131-39 soit opérée, pour une durée maximale de deux ans, par les services du ministre chargé du travail sur un site internet dédié, dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

L. 8243-3

LOI n°2011-672 du 16 juin 2011 - art. 88

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le prononcé de la peine complémentaire de fermeture provisoire d'établissement mentionnée au 4° de *l'article 131-39 du code pénal* n'entraîne ni rupture, ni suspension du contrat de travail, ni aucun préjudice pécuniaire à l'encontre des salariés de l'établissement concerné.

Titre V : Emploi d'étrangers non autorisés à travailler

Chapitre Ier : Interdictions.

L. 8251-1

LOI n°2011-672 du 16 juin 2011 - art. 74

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Nul ne peut, directement ou indirectement, embaucher, conserver à son service ou employer pour quelque durée que ce soit un étranger non muni du titre l'autorisant à exercer une activité salariée en France.

Il est également interdit à toute personne d'engager ou de conserver à son service un étranger dans une catégorie professionnelle, une profession ou une zone géographique autres que celles qui sont mentionnées, le cas échéant, sur le titre prévu au premier alinéa.

Conseil d'Etat

> Conseil d'Etat, 1ère et 4ème chambres réunies, 2021-12-30, 437653 [ECLI:FR:CECHR:2021:437653.20211230]

service-public.fr